



Conference on Terrorism in West Africa and the Sahel: Development and integration challenges Monday and Tuesday, 19- 20 May, 2025. Coastal and Saharan Center for Counter Terrorism Headquarter - Cairo, Egypt.

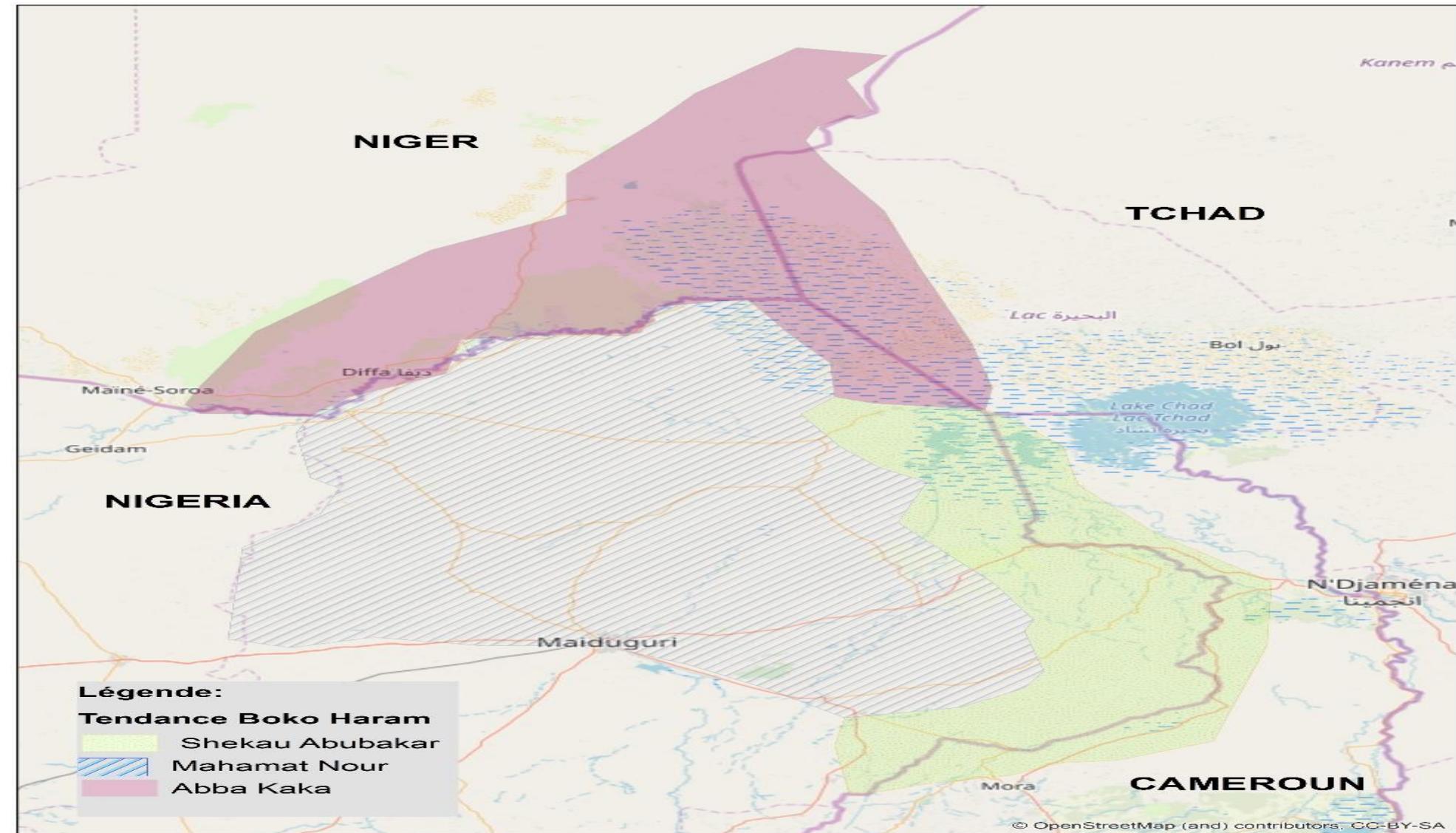
Dr. Ahmat Yacoub
Président Fondateur du
Centre pour le
développement et la
prévention de
l'extrémisme (CEDPE)
Doctorat en sociologie
yacoubahmat@aol.com

**Évaluation des stratégies de lutte contre
l'extrémisme en Afrique de l'Ouest et dans la
région du Sahel.**

Le cas de Boko Haram

www.centrerecherche.com

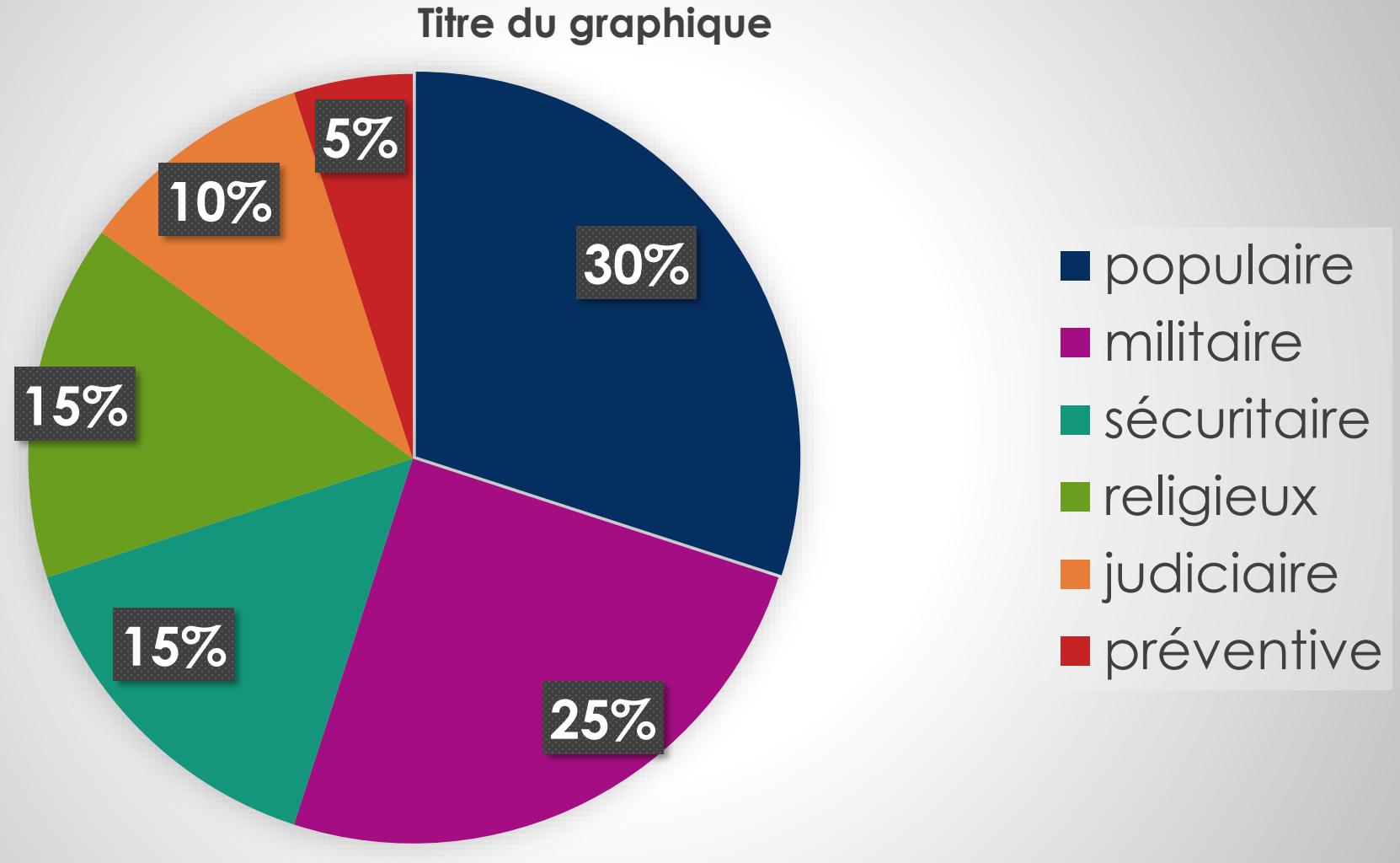
Code : CE-LAC-003-25



**L'insertion socioprofessionnelle,
un aspect de prévention de l'extrémisme minimisé :
Le cas des désengagés de Boko Haram**

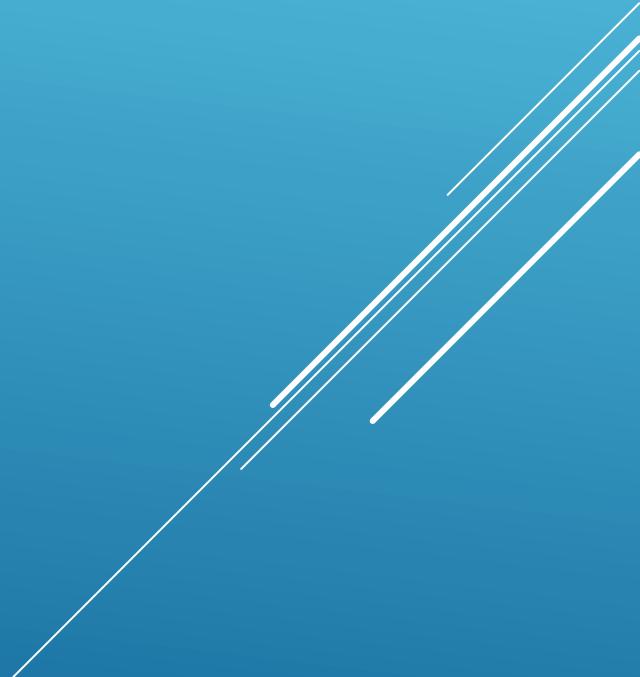
6 aspects ont contribué à la lutte contre l'extrémisme

**Légitatif avec la
promulgation de
la loi
n°034/PR/2015
portant
répression des
actes de
terrorisme.**

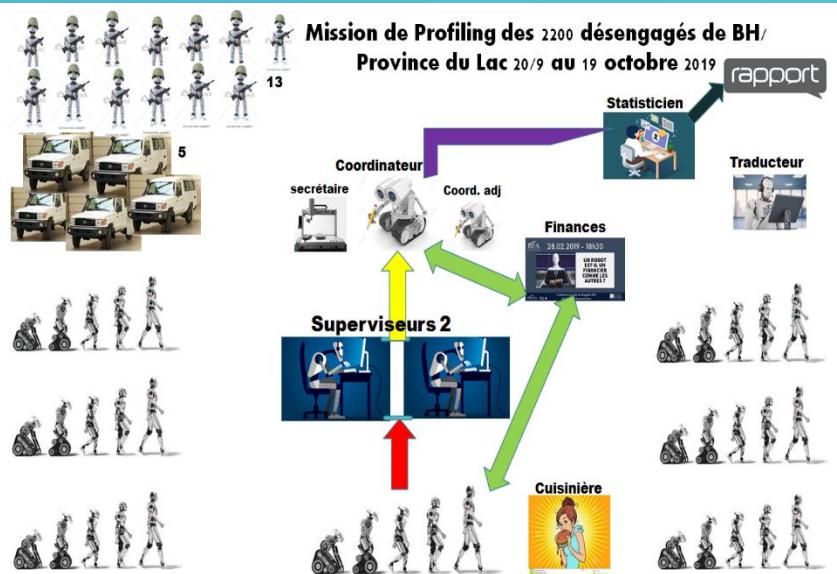


DDR

Désengagement,
Désassociation,
Réintégration
Réconciliation



Objectif de la mission



- Fournir une cartographie à travers une étude sur la phénoménologie, l'effectivité, la typologie et les parcours sociaux des personnes associées à B.H, et de garantir la mise en place d'un système de suivi clair ;
- Comprendre les causes profondes de l'engagement et du désengagement. Permettre également une classification et des statistiques quantitatives et qualitatives des études effectuées;
- Identifier les difficultés auxquelles ils font face ;
- comprendre ce qu'ils prétendent comme étant une solution à leur problème.

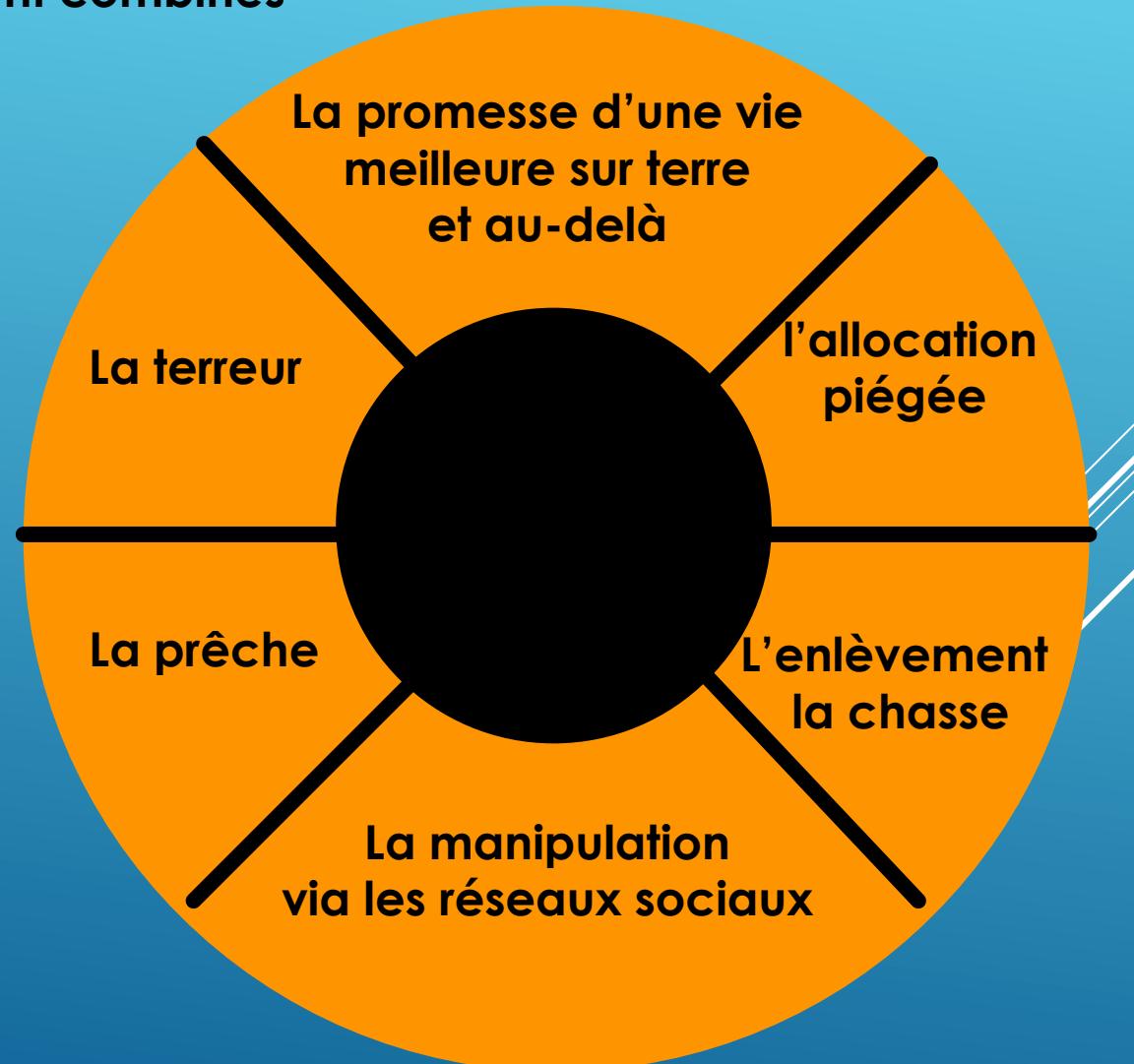
Résultat

- ***La base de données collectées 15.264 pages***
- ***Nombre de désengagés dans la province du Lac Tchad 4142***
- ***Nombre de désengagés profilés 2544***
- ***Taux de femmes 54 %***
- ***Le nombre total des enfants des désengagés 11 827***
- ***Chaque fiche comprend 6 pages avec photo d'identité et empruntes digitales***
- ***Chaque désengagé a bénéficié d'une pièce d'identité***
- ***La base des données collectées a été remise à la Ministre de la Femme (Comité Interministériel pour un suivi continu et un soutien plus pérenne)***
- ***Le respect des droits de l'homme a été assuré tout au long du processus à travers une codification de l'état civil des personnes profilées.***

Les techniques de recrutement

Des facteurs multiples et souvent combinés

Les radicalisateurs/manipulateurs psychologiques exploitent les vulnérabilités et les revendications qui amènent les jeunes à se tourner vers l'extrémisme violent par la persuasion, la pression et la manipulation. (dans les maisons d'arrêt) J.P.Melchiore



Classifications

1172 hommes soit 46%, tandis que le nombre de femmes 1372, soit 54%, une différence de 8%.

En 2018, 42,7%

10% de jeunes rejoint BH alors que le taux de croissance démographique annuelle est de 3,3%

L'ethnie Boudouma représente 97,91% des désengagés (2491 personnes).

La majorité des désengagés sont sous le statut marital, soit 87,46% (2225 personnes).

Célibataires: 171

Divorcés(es) 52 (15 femmes et 37 hommes).

Veufs/ves: 96

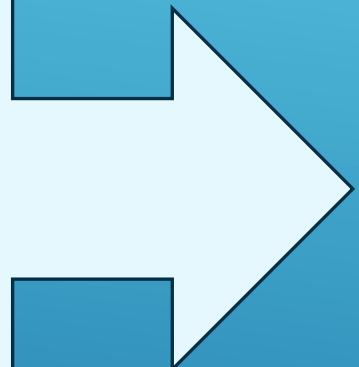
La femme, est mariée dès son jeune âge. Les déserteurs perdent tous leurs biens mais aussi leurs épouses, qui sont offertes en mariage forcé aux combattants.

Témoignage => « Ils forcent les femmes à vivre avec un autre homme, quand bien même elles sont déjà mariées (...) c'est contre la loi de l'Islam ».

Les femmes abusées sexuellement

Etat de l'époux

- en mission
- Déserteur
- Pour faute grave
- Trahison
- Refus de prêter
allégeance



- Des injustices au nom de l'islam
- S'exposer à des viols collectifs
- S'exposées aux multiples viols
- Organisation d'un remariage collectif
- Mission de renseignement
- Mission d'attentat
- Concubinage avec un commandant

avec un

Les obstacles qui renforcent la vulnérabilité des jeunes

1452 jeunes se trouvent dans les maquis de Boko Haram soit 10% de cette tranche de la province du Lac. Si le nombre de jeunes est aussi important dans l'enrôlement de l'extrémisme c'est parce qu'ils nourrissent un sentiment de haine et de vengeance envers les institutions qui les dirigent en plus du fait qu'il existe plusieurs obstacles qui renforcent leur vulnérabilité comme entre autres :

- **La précarité des ressources naturelles**
- **Les grands défis du changement climatique**
- **Le chômage**
- **La crise socioéconomique et l'absence des AGR**
- **Absence de sensibilisation**
- **Faible niveau de qualification et de formation professionnelle**
- **Faible esprit d'innovation et de créativité**
- **Faible niveau d'instruction (surtout dans la Région du Lac Tchad)**
- **Le taux de scolarité (primaire) 2,27%.** Source CEDPE, RST, oct. 2018



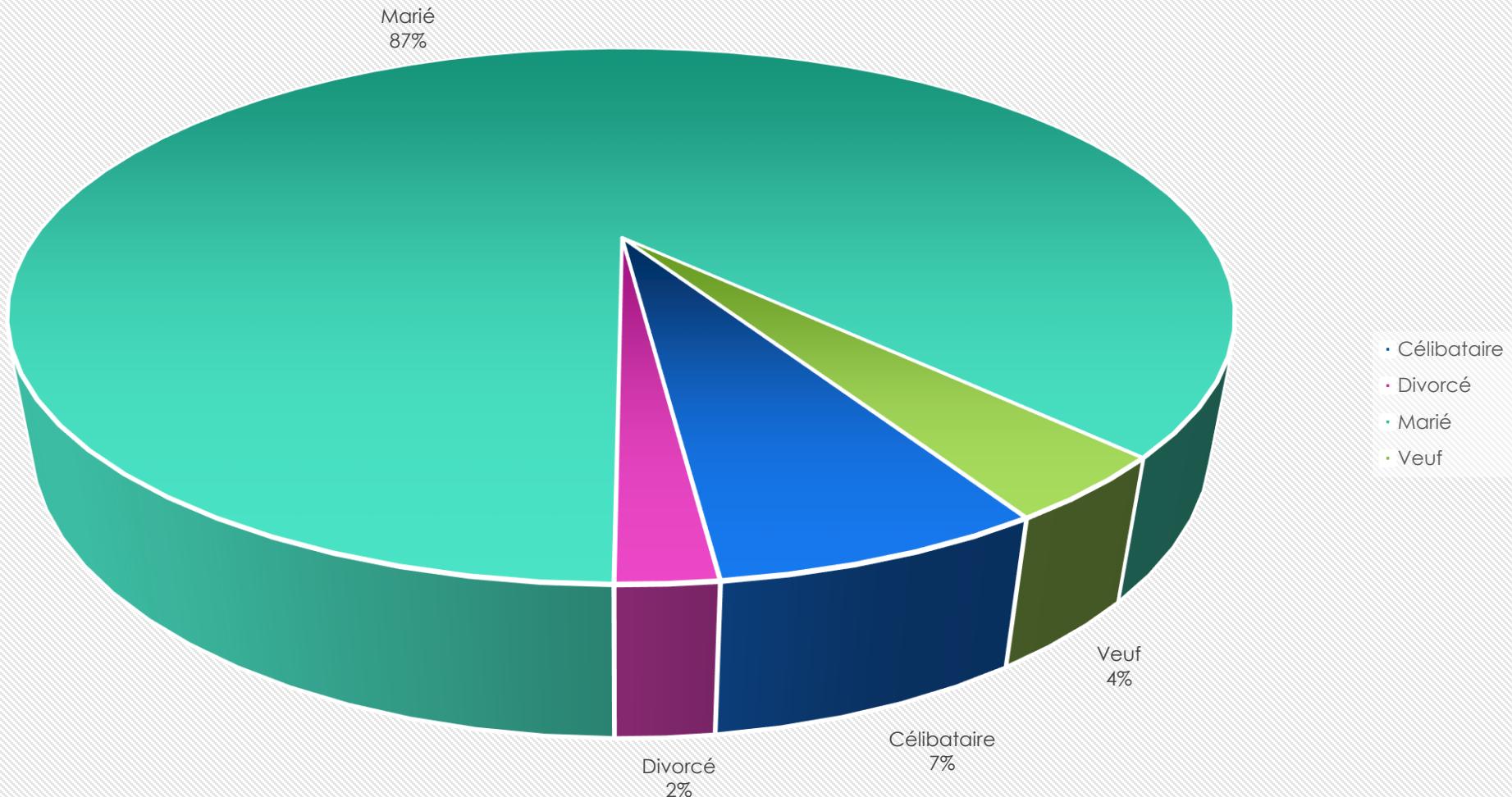
Des facteurs multiples et souvent combinés

Les facteurs psychologiques individuels, notamment les revendications et les émotions : l'isolement et l'exclusion, la colère et la frustration, un fort sentiment d'injustice, les sentiments d'humiliation, les vulnérabilités personnelles.

Les facteurs sociaux, notamment l'exclusion sociale, la marginalisation et la discrimination (réelle ou perçue), une mobilité sociale réduite, des perspectives limitées en matière d'instruction ou d'emploi, la criminalité, le manque de cohésion sociale et l'auto-exclusion.

Les facteurs politiques, notamment les revendications relatives à la victimisation en raison de la politique étrangère et des interventions militaires du monde occidental. Ce discours a pour thème central le fait que « l'Occident est en guerre contre l'Islam ».

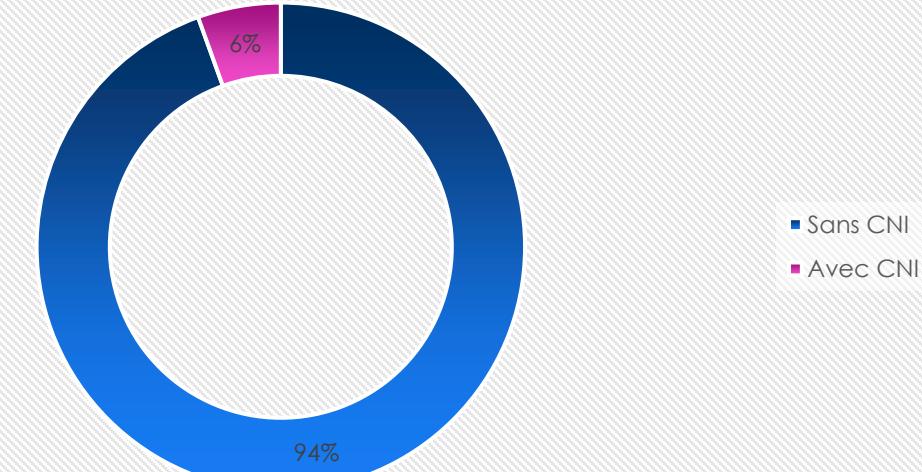
Statut matrimonial



Problématique touchant l'ensemble des pays du Bassin du LT.

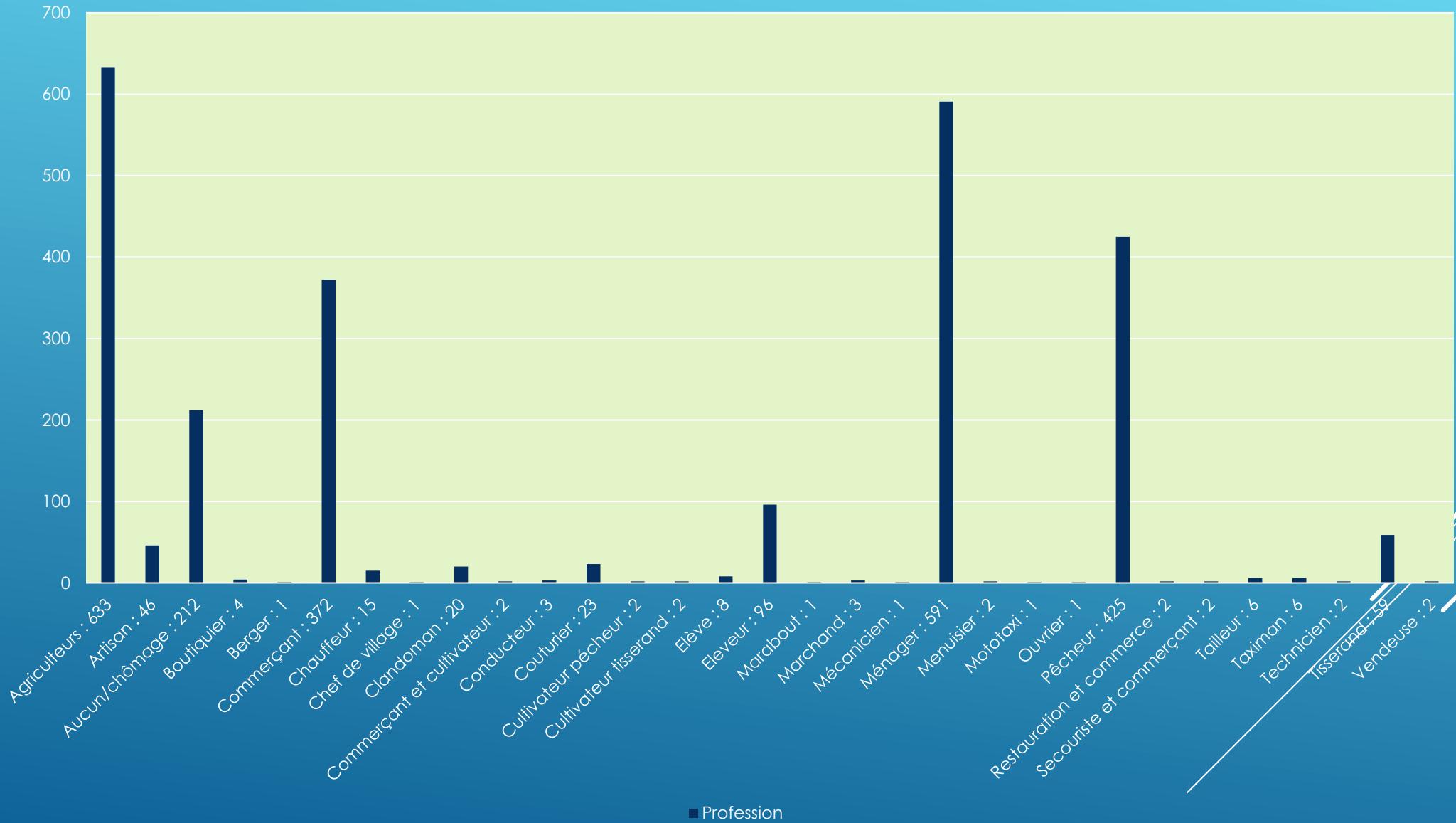
Les populations se trouvent souvent sans papiers, soit elles n'en ont pas, soit elles l'ont perdu en fuyant la terreur, soit elles ont été incendiées lorsque les terroristes investissent les villages. A l'extrême nord du Cameroun, plus de 100 000 sans papiers, selon des estimations du HCR.

Titulaires d'une CNI



Au Tchad 12% des enfants sans actes de naissance, 94,49% des désengagés sans pièce d'identité, soit 2404 personnes. Seulement 140 (5,51%) possèdent une pièce d'identité. L'absence de papier pose une sérieuse difficulté d'identification, entrave quelque part la scolarisation des enfants et crée une sorte de statut d'apatriide dans son propre pays.

Profession



Le mode d'enrôlement (forcé, religieux, économique)

On distingue plusieurs modes d'enrôlement : l'enrôlement forcé, religieux ou économique. Les modes d'enrôlement peuvent se cumuler. En effet, certains désengagés évoquent plusieurs causes d'enrôlement (Par exemple : *un enrôlement au double motif économique et religieux*).

74,17% (1887 personnes) affirment avoir été enrôlés de force, contre 25,83% d'entre eux qui invoquent un autre motif d'enrôlement.

1730 évoquent l'enrôlement forcé comme unique cause d'adhésion.

L'enrôlement pour motif religieux représente 16,82% (428 personnes), contre 83,18% des désengagés qui invoquent un autre motif d'enrôlement.

16,58% des désengagés, soit 422 personnes, font part d'un enrôlement pour motif économique.

Ces trois modes d'enrôlement ne concernent pas tous les désengagés sachant que certains d'entre eux évoquent un enrôlement volontaire, sans un motif avancé. C'est le cas de 6 personnes, dont 2 femmes et 4 hommes, soit une proportion de près de 0,24 %.

Les modes d'enrôlement se cumulent chez certains désengagés. Par exemple, 4% des désengagés (102 personnes) évoquent un enrôlement forcé et religieux.

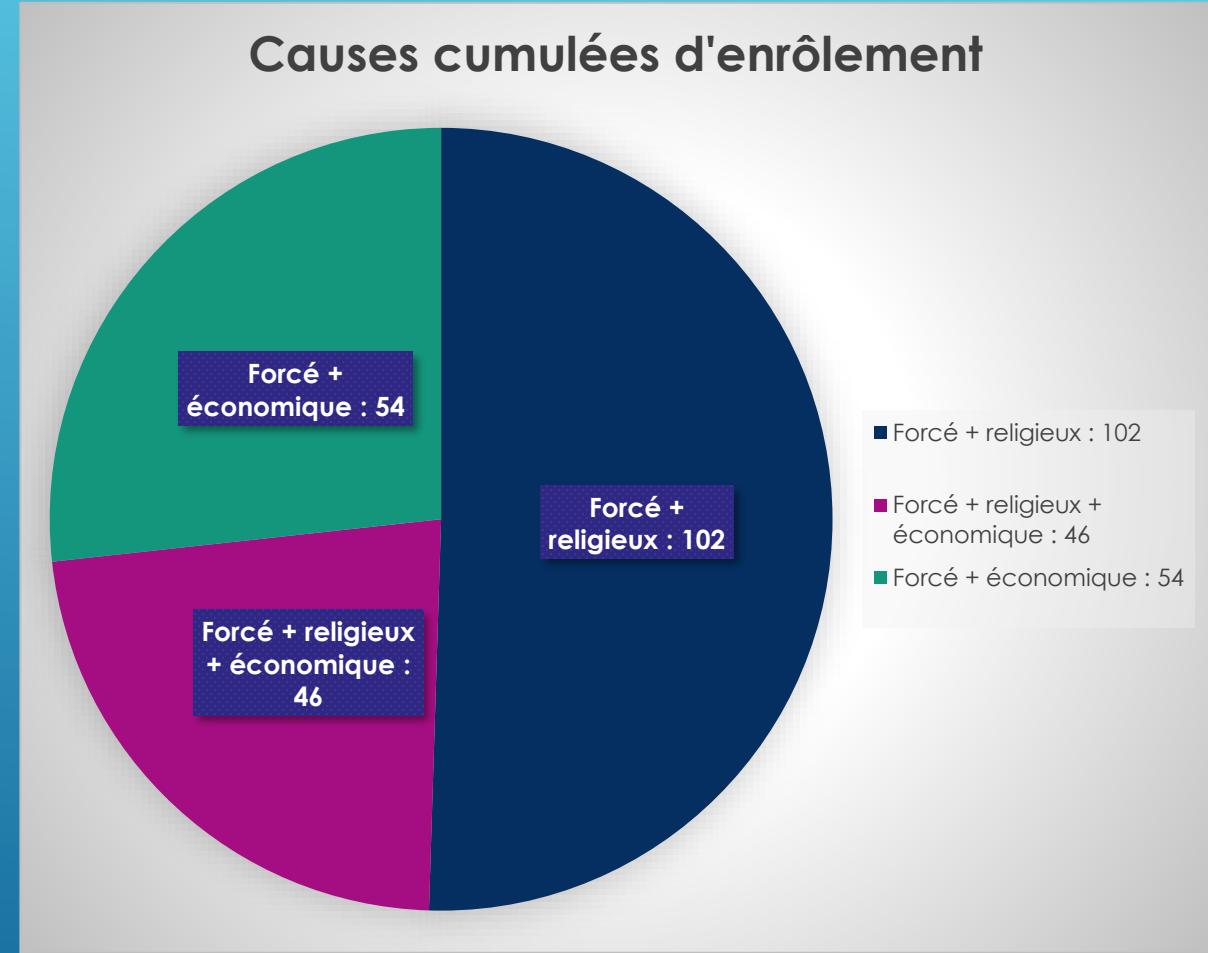
1,8% des désengagés (46 personnes) évoquent un enrôlement forcé, religieux et économique à la fois.

2,12% des désengagés (54 personnes) évoquent un enrôlement forcé et économique à la fois.

Au total, 7,9% des désengagés (201 personnes) évoquent au moins deux causes d'enrôlement.

75% n'avaient aucune sympathie avec l'idéologie religieuse de BH mais par la contrainte mortelle, bon nombre d'entre eux se sont vus forcés d'accepter de rejoindre la mouvance.

La principale cause de la croissance des effectifs est directement liée aux difficultés sécuritaires dans la région du Lac puisqu'en présence des forces de sécurité, le risque d'enrôlement forcé aurait considérablement été réduit. La présence militaire et sécuritaire est donc primordiale et mérite d'être mieux soutenue matériellement et politiquement. Cette présence doit être davantage encouragée, à condition toutefois que le respect des droits de l'Homme soit assuré car plusieurs désengagés ont admis avoir été injustement accusés d'appartenir à la mouvance islamiste. Certains ont même été arrêtés. La violation des droits de l'Homme peut être un facteur qui pousse à l'enrôlement



Classification en fonction des difficultés socioéconomiques

Quelles difficultés rencontrent les désengagés ?

Les désengagés estiment être abandonnés. Ils évoquent plusieurs difficultés notamment alimentaires, en matière de logement ou autres (moyens financiers pour démarrer une activité).

- Difficultés en nourriture → 85,06% (2164 personnes).
- Difficultés de logement → 72,87% (1854 personnes).
- Autres difficultés → 35,18% (895 personnes)

Les désengagés demandent des fonds pour entamer une activité d'élevage, acheter des bœufs pour faire du commerce, faire des activités agricoles et commerciales, de pêche, ou chauffeur de voiture de transport, clandoman...

48 personnes souhaitent avoir un emploi quelconque.

Classification en fonction du nombre d'enfants

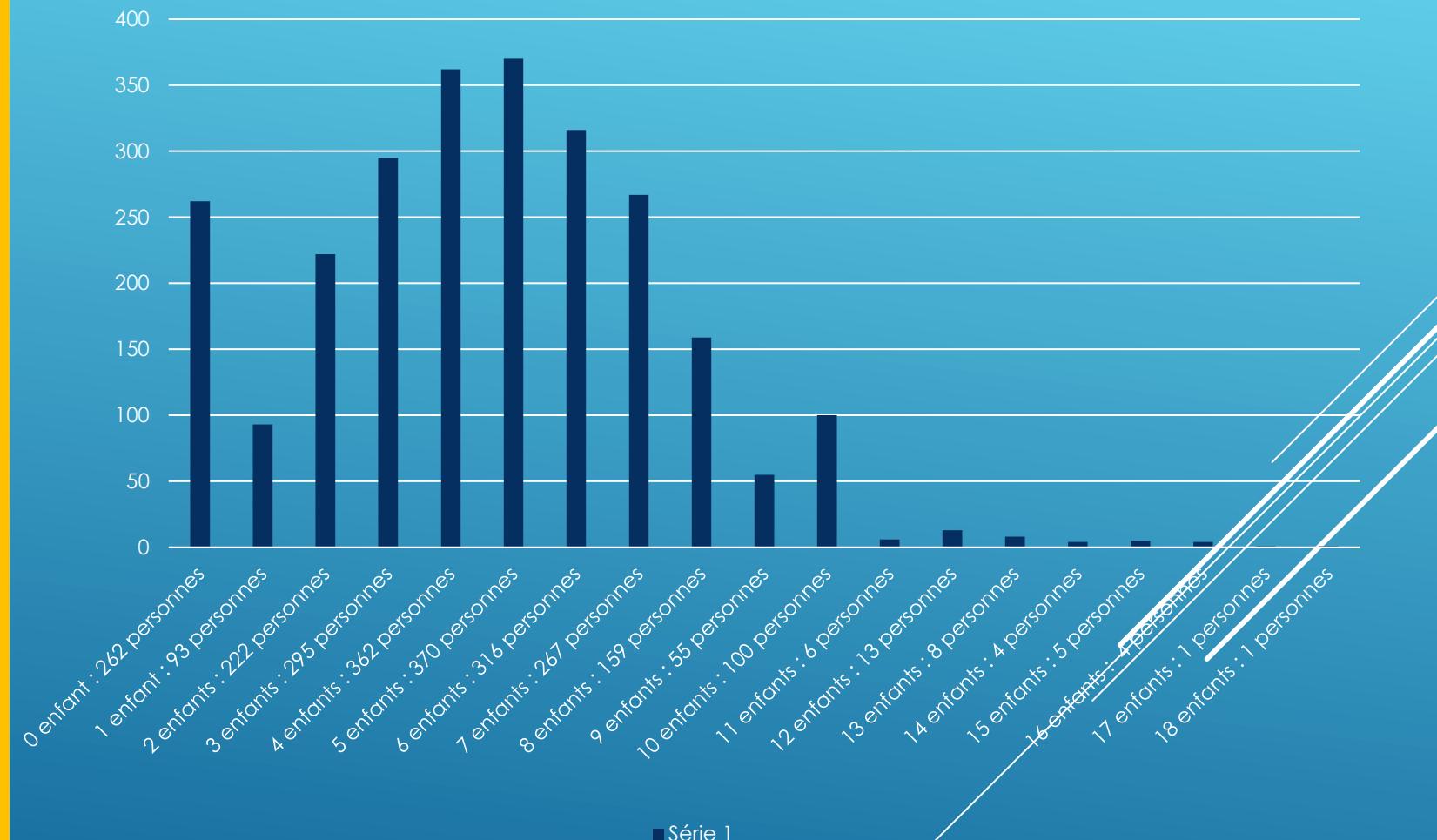
11 827 enfants.

Ce résultat est obtenu à partir de la somme de tous le nombre d'enfants de désengagés, d'après les fiches d'enquêtes.

En moyenne, on compte 5,24 enfants par foyer. Le rapport Africa Pulse d'octobre 2019 de la BM relève que le Tchad fait partie des pays avec une *Transition de la fécondité très lente ou seulement amorcée*. Les sept pays de ce groupe (l'Angola, le Burundi, le Tchad, la République démocratique du Congo, le Mali, le Niger et la Somalie) ont des ISF supérieurs à six. Ils représentent 18,3 % de la population africaine.

En ordre décroissant, les plus grands groupes de parents ont 5 enfants (370 personnes), 4 enfants (362 personnes), 6 enfants (316 personnes) ou 3 enfants (295 personnes).

Statistique de tous les âges



Les difficultés en matière de nourriture et de logement

617 qui ont six enfants ou plus éprouvent des difficultés en nourriture et en matière de logement

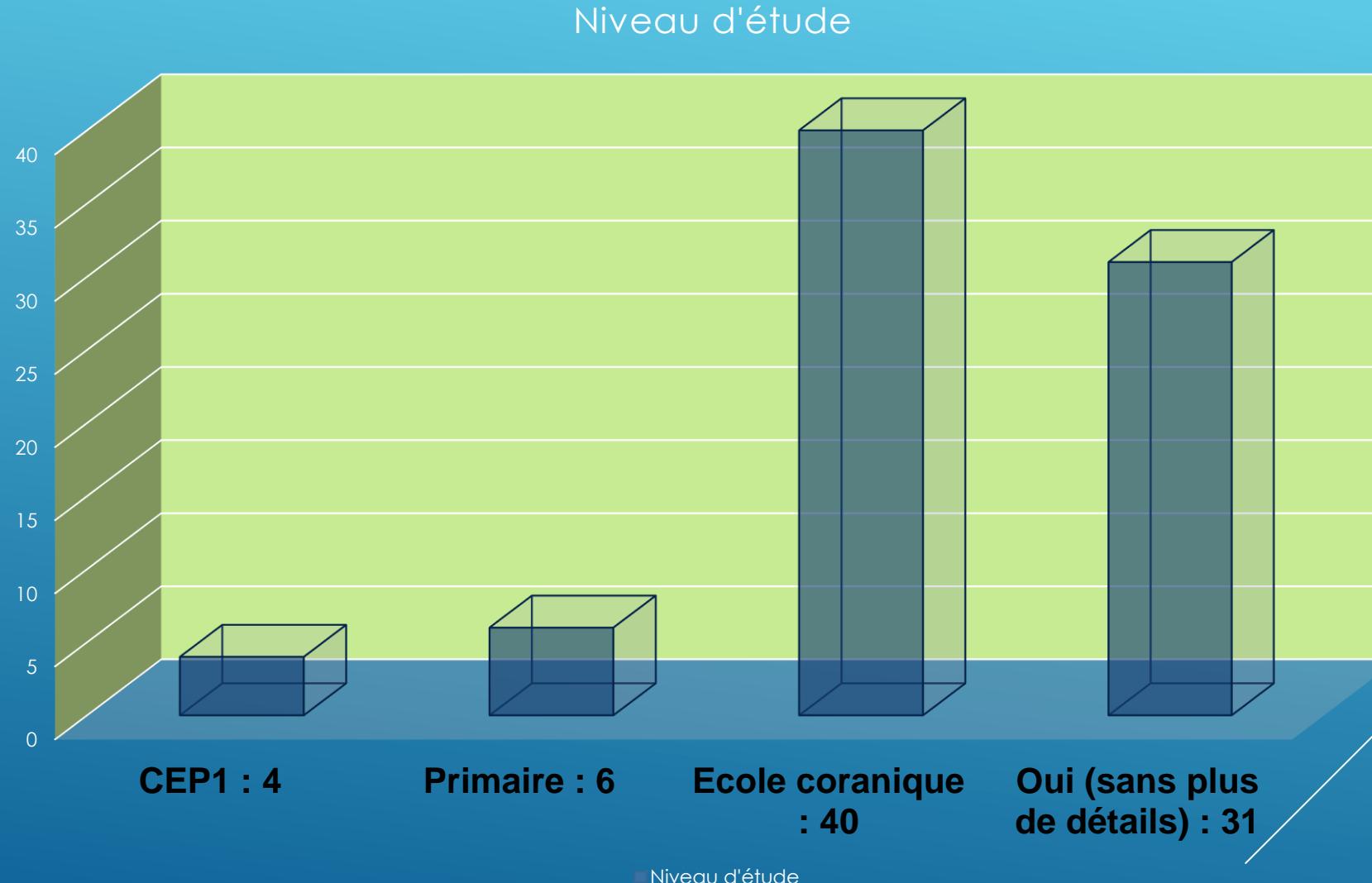
380 n'ont pas exprimé de besoin en nourriture

63% des 380 personnes ont entre 0 et 5 enfants.

Plus le nombre d'enfants est élevé par désengagé plus le besoin en nourriture exprimé est grand.

Il convient de rappeler que malgré les difficultés et la capacité de résilience des désengagés, la solidarité communautaire reste un point essentiel dans les relations sociétales. Cet aspect de solidarité a été confirmé par 99% des enquêtés qui affirment ne pas avoir de problèmes relationnels avec le voisinage, moins encore avec leur famille. Il peut y avoir certes une sorte de méfiance vis-à-vis des désengagés, exprimée par les voisins et habitants, mais cela ne peut pas empêcher le partage de la nourriture et du logement. La société traditionnelle africaine étant *communautaire et non individuelle, le groupe prime sur l'individu*, raison pour laquelle le mariage mixte « interfamiliale » dans cette société traditionnelle crée une sorte des liens forts d'où l'agression n'aurait pas lieu d'être puisqu'ils sont en quelque sorte protégés par les chefs d'autorité locale.

Parmi les 81 désengagés qui ont un niveau d'étude, quelle est la répartition homme-femme ? H=43% F=57%



Classification en fonction du type de soutien souhaité

Quels sont les types de soutiens exprimés par les désengagés ?

Les désengagés expriment plusieurs types de soutien : argent, matériel, soutien en argent et en matériel.

76,61% des désengagés évoquent un besoin en argent.

22,48% des désengagés n'expriment aucun besoin de soutien en argent.

54,40% des désengagés expriment un besoin de soutien en matériel, tandis que **45,59% disent « non » à un soutien matériel.**

42,72% des désengagés expriment un besoin de soutien cash et matériel, tandis que 11,71 ne souhaitent ni l'un, ni l'autre.

L'argent est ainsi le premier soutien demandé par les désengagés. La question qui se pose est celle de savoir s'il serait opportun d'octroyer une allocation aux familles de désengagés au risque d'entraîner l'effet inverse de l'autonomisation financière ou plutôt de les accompagner directement dans les activités génératrices de revenus afin qu'ils subviennent aux besoins quotidiens de leurs familles respectives. La solution semble être mixte requérant tant une allocation financière versée à la grande majorité de désengagés en difficulté et les accompagner au même moment dans la maîtrise d'une ou plusieurs activités génératrices de revenus. Il est nécessaire de prendre en compte que la grande majorité des désengagés ont entre 3 et 10 enfants à charge ce qui accroît leur vulnérabilité. La solution de l'autonomisation sociale et économique est incontournable et l'État tchadien doit être accompagné dans cette démarche.

Besoin immédiat

En plus d'une assistance matérielle telle que développée ci-dessus, les désengagés ont besoin d'une **assistance sanitaire**. Ils doivent mieux bénéficier des politiques de prévention sanitaire et de soins liées à certaines maladies récurrentes tel que le paludisme. Il est nécessaire de mettre en place une série de consultations et assistance psychiques et psychologiques en raison de la violence que chacun a subi par B.H. Ces consultations doivent viser prioritairement **les femmes et aussi les jeunes âgés de 18 à 30 ans.**

La réintégration des désengagés nécessite au préalable un accompagnement progressif et continue de psychologues et/ou psychiatres afin d'améliorer leur état mental et psychique après avoir subi les pires atrocités. Le contact relationnel et social progressif avec le reste de la société doit prendre en compte ce paramètre d'assistance.

Étude sur le cas des questions inadaptées

Certaines questions de la fiche d'enquête pourraient relever de l'**ignorance du contexte** eu égard au fait qu'elles n'ont pas tenu compte du **code culturel de la société**, du pressentiment du contexte sécuritaire, de l'état d'esprit des désengagés et du désir de ne pas avouer un acte qui remet en question le désengagement.

Il s'agit par exemple **d'attendre d'une femme qu'elle révèle avoir été victime d'un acte de viol** ; (...) Des questions n'ont point lieu d'être, notamment celles visant à connaitre le sort d'un désengagé qui essaie ou tente de désobéir ou fuir BH; **le nombre des désengagés repartis chez BH**. Il est impensable de repartir chez BH car déserter la nébuleuse vaut la peine capitale, tenter de retourner dans les rangs de BH vaut également la peine capitale.

A la question de savoir si le désengagé a l'intention de rejoindre à nouveau le mouvement, la réponse est négative à 100%. (...)

Le statut juridique des désengagés ?

La réinsertion sociale ne peut se réaliser qu'en conformité avec la législation nationale et le droit positif tchadien ainsi qu'avec le droit international traitant du cas du terrorisme. Ce statut juridique n'est pas encore défini ou même délimité par les autorités tchadiennes et autorités de la sous-région. L'absence d'une telle définition ne permettra que difficilement d'envisager l'encadrement des désengagés et leur réinsertion au sein de la société sur tous les plans socio-économiques car des contraintes juridiques risquent d'apparaître et de compliquer les futures activités liées à la réinsertion sociale. Ces contraintes juridiques sont nombreuses et certaines d'elles peuvent être citées :

- **Comment faut-il traiter juridiquement les désengagés de Boko-Haram ?**
- **Les désengagés peuvent-ils faire l'objet de poursuites pénales par le ministère public du fait des actes terroristes commis ?**
- **En tel cas, quelle prescription pénale doit s'appliquer ?**
- **Avec quelles garanties juridiques ?**
- **Qu'en est-il de la justice pénale pour des désengagés mineurs ayant commis des actes terroristes ?**
- **Les désengagés peuvent-ils faire l'objet d'un abandon des poursuites pénales par le Ministère public sous forme d'une « immunité de poursuites », une réduction de peine ou même une exemption de la part du juge tchadien ? Sous quelles conditions ? (...)**

Fiche d'identification des désengagés et désassociés de Boko Haram

Le Ministère de la femme, de la protection de la petite enfance et de la solidarité nationale
en partenariat avec
le Centre d'Etudes pour le Développement et la Prévention de l'extrémisme (CEDPE)

FICHE D'IDENTIFICATION DES DESENGAGES ET VICTIMES DE BOKO HARAM

 001990

N° :/2019	Enregistré par :	AGATEIZ BAROUZ
Date :	28/09/2019	Lieu d'enregistrement	Midi Kourva

« Bonjour, merci beaucoup d'avoir réservé du temps pour nous aujourd'hui. Je m'appelle AGATEIZ BAROUZ.... Je vous serais reconnaissant si vous pouviez passer un peu de temps à répondre à mes questions. Cette recherche a été commandée par le Ministère de la femme, de la petite enfance et de la solidarité nationale en collaboration avec l'Organisation internationale pour les migrations afin de mieux les aider à comprendre vos profils des compétences et l'accès aux emplois de la population dans cette communauté. Notre travail en tant que chercheurs n'est pas de fournir de l'aide, mais de s'assurer que vos préoccupations sont exprimées à ceux qui peuvent vous aider.

Avant de commencer, je tiens à vous faire savoir que cette entrevue est anonyme et que votre nom ne sera mentionné dans aucun rapport ou document. Vous n'êtes pas obligé de répondre à une question, et vous pouvez vous arrêter à tout moment que vous voulez. Cette entrevue prendra environ 30 minutes et si cela ne vous dérange pas, je voudrais enregistrer vos réponses sur ce téléphone ou sur cette fiche.

Avant de commencer, avez-vous des questions au sujet de l'entrevue ? » Oui / Non

Veuillez saisir la question :

« Dans le cadre de la prestation d'évaluations socio-économiques et de profilage de la réintégration, cette enquête devra recueillir auprès de vous des renseignements personnels pertinents à votre situation actuelle. Cette information fera partie intégrante du programme de réinsertion. Vous n'avez pas à donner tous vos renseignements personnels, mais si vous ne le faites pas, cela pourrait signifier que l'enquête pourrait ne pas être en mesure de vous aider pleinement.

Objectif de la collecte d'informations

L'information est recueillie afin de fournir des références et des évaluations socio-économiques et de réintégration personnalisée, le cas échéant. L'information est conservée afin de documenter ce qui se passe pendant les séances, et elle permet à l'enquête de fournir des évaluations pertinentes et éclairées et/ou des références. »

Les données recueillies dans ce formulaire seront codifiées et restent confidentielles pour la protection des données personnelles. L'enquêté est d'accord d'être photographié et que ses données soient utilisées à des fins d'études et ne peuvent être distribuées sans l'autorisation requise.

.....

1



Le Ministère de la femme, de la protection de la petite enfance et de la solidarité nationale
en partenariat avec
le Centre d'Etudes pour le Développement et la Prévention de l'extrémisme (CEDPE)

Avez-vous une pièce d'identité? OUI	<input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/>	Pays d'obtention :
			Localité :
			Date d'obtention :
			Date d'expiration :
			Entité :
Passeport :		Identifiant:	
Carte d'identité nationale		Identifiant :	
Acte de naissance :		Identifiant :	
Carte professionnelle :		Identifiant :	
Autre :		Identifiant :	

1- Nom et prénom : ..ADAM... DIBI BIRIBA..... 2

2- Age : -18 ans 18 30 ans / 40 60 ans plus de 60 ans

3- Sexe : Masculin Féminin 4- Lieu de naissance : ville : Bol... Village : Midikonta

Province : Lac..... Département: Namdi..... Sous-préfecture : Bol.....

5- Niveau d'études: Primaire Secondaire Supérieur Autre : Non scolarisé

précisez.....

6- Statut matrimonial : Marié(e) Divorcé(e) Célibataire Veuf(ve)

Monogame Polygame si oui combien d'épouses? 2

7- Avez-vous d'enfants?	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> 6						
Nombre d'enfants	(0-1) <input type="checkbox"/>	(1-5) <input checked="" type="checkbox"/>	1	2	3		
	(5-10) <input checked="" type="checkbox"/>	(10-18) <input checked="" type="checkbox"/>					
	(18-25) <input type="checkbox"/>	(25-30) <input type="checkbox"/>					
	+ de 30 ans <input type="checkbox"/>						
	Noms et prénoms			Âge	Sexe	Lieu de naissance	Lieu de résidence

  <p>Le Ministère de la femme, de la protection de la petite enfance et de la solidarité nationale en partenariat avec le Centre d'Etudes pour le Développement et la Prévention de l'extrémisme (CEDPE)</p>				
	1. Fanta Adam	18	F	Midikouta Midikoura
	2. Mariam Adam	12	F	Midikouta Midikoura
	3. Abakar Adam	11	M	Midikouta Midikoura
	4. Haoua Adam	10	F	Midikouta Midikoura
	5. Adam Adami	07	M	Midikouta Midikoura
	6. Kaltouma Adam	05	F	Midikouta Midikoura
	7.			
	8.			
	9.			
	10.			

8- Êtes-vous orphelin ? NON OUI de Mère de Père
Marié(e) /Epouse.

9- Profession : Pédagogue .. Nationalité : a) Tchadienne b)

10- Religion : 1. Chrétienne 2. Musulmane 3. Animiste 4. Autres (à préciser)

3




Le Ministère de la femme, de la protection de la petite enfance et de la solidarité nationale
 en partenariat avec
le Centre d'Etudes pour le Développement et la Prévention de l'extrémisme (CEDPE)

11- Province...Boré.....Département...Mar. de.....Préfecture...B.R...... Sous-
 préfecture...Bal.....Canton...Bal....Village...TidikoukaQuartier...Tidikouka.....
 12- Ethnie...Budama....13- Langues...Budama...Kanembu.....3.....4.....
 14- Milieu de résidence : 1. Urbain 2. Rural
 15- Adresse de résidence : ...Midikouka.....Tél : 90780625/16.....
Les données recueillies dans ce formulaire seront codifiées et restent confidentielles pour la protection des données personnelles. L'enquêté est d'accord d'être photographié et que ses données soient utilisées à des fins d'études et ne peuvent être distribuées sans l'autorisation requise.

I- Conditions avant et après enrôlement dans l'organisation BH

16) Date d'adhésion:
 Année : 2014.....Mois :Jours :Lieu : Midikouka.....
 Date de désengagement : Année :Mois :Jours :Lieu : Boké.....

Comment avez-vous rejoint le groupe :
 Volontaire (quand avez-vous moins de 18 ans)

Si volontaire (moins ou au-dessus de 18), la motivation de l'État, Etat de motivation :

<input type="checkbox"/> Raisons politiques (Agitation, marginalisation, contrôle des ressources)	<input type="checkbox"/> Répartition familiale
<input type="checkbox"/> Economique	<input type="checkbox"/> Rejet familial/communautaire
<input type="checkbox"/> Religieuse	<input type="checkbox"/> Influence des siens
<input type="checkbox"/> Opportunités d'emploi	<input type="checkbox"/> Facile de se livrer au sexe, aux drogues, etc.
<input type="checkbox"/> Forcé (quand j'avais moins de 18 ans)	<input type="checkbox"/> L'accomplissement de la violence
<input checked="" type="checkbox"/> Forcé (quand j'avais 18 ans ou plus)	<input type="checkbox"/> Autres, spécifier

Si vous êtes forcé, comment: A base d'arme à feu Menace de mort vie. Menace de vie à la famille
 enlèvement Remboursement de dette
 Agression sexuelle ou physique Autres, spécifier

si une agression sexuelle ou physique est marquée, une assistance médicale est-elle nécessaire Oui
 Non

17) De quel village ou localité êtes-vous parti pour rejoindre BH ?


CEDPE Centre d'Etudes pour le Développement et la Prévention de l'extrémisme

Le Ministère de la femme, de la protection de la petite enfance et de la solidarité nationale
 en partenariat avec
 le Centre d'Etudes pour le Développement et la Prévention de l'extrémisme (CEDPE)

Thiès, Sénégal... pays : Tchad

18) Combien êtes-vous dans votre camp ? 350... combien de femmes ? 100... d'enfants ? :.....

19) Qu'est-ce-qui vous a le plus marqué pendant le temps passé dans l'organisation ? Religion;
 Répression ; Pillage ; Viol ; Vol de bétail ; autres (s).....

20) Quels sont les moyens de financement de BH? Pillage ; Vol de bétail ; rançon ; prélèvement de taxes
 ; commerce ; trafic de drogue ; trafic d'armes ; agriculture ; pêche ; élevage ; étranger ?

21) Êtes-vous rendu à l'armée aux habitants au chef de canton Capturé par l'armée les
 habitants Motif de reddition : peur de la mort d'être capturé perte de confiance en BH division
 au sein de BH famine blessure regret déception avez-vous remis une arme à l'état?

22) Capacité de manier une arme ? Oui Non savez-vous développer un engin explosif ? Oui Non

23) Aviez-vous utilisé ou utilisez-vous des stupéfiants comme la drogue pendant et après votre association
 à Boko Haram ?

Oui Non

24) Avez-vous fait la prison ? Non Oui si oui dites où et pourquoi ?

25) Quand vous avez rejoint Boko Haram, votre famille était d'accord ? Oui Non? Avez-vous maintenu de contact ?
Oui Non

26) Vos relations actuelles avec la famille et le voisinage ? Bonne mauvaise/ moyenne

27) Quel est le regard de la population après avoir quitté le rang du mouvement ? Haine/ refus/ agression/
respect compréhension solidarité stigmatisation/ autre(s).....

28) Quelles difficultés rencontrez-vous au quotidien ?

Nourriture :
 Logement :
 travail/ (autre(s)) Argout

29) Avez-vous l'intention de rejoindre le mouvement un jour ? Non Oui

30) Avez-vous déjà été victime des abus/ violences/ prison dans le mouvement ? Non Oui

31) (Femme) Êtes-vous victime de viol, enlèvement, mariage forcé.

32) Quel type de soutien aurez-vous besoin ?

Logement :
 Nourriture :
 Matériaux de travail :
 Cash pour faire le commerce :
 Autres : Noto pour faire le clando

33) Quel métier savez-vous faire ?

Pêche :
 Agriculture :
 Elevage :
 Chauffeur :

5




Le Ministère de la femme, de la protection de la petite enfance et de la solidarité nationale
 en partenariat avec
le Centre d'Etudes pour le Développement et la Prévention de l'extrémisme (CEDPE)

Soudeur : Oui
 Menuiserie : commerce
 Autres : commerce

34) Etes-vous disponible pour une insertion socioprofessionnelle ? Non Oui
 Localité : *Midi Koura*
 Activités : *agriculture, pêche, commerce*
 Autres :

35) Savez-vous conduire un véhicule un tracteur une moto autre à préciser
 36) Quels biens avez-vous ? terre agricole maison bétail chameaux.. bœufs...agneaux.... , dettes en FCFA, autre :

37) Souffrez-vous d'une maladie ? Oui/Non Quel type de maladie ?/ depuis quand ? Blessure ? Oui/Non préciser le type et depuis quand ?
 38) Etes-vous satisfait de l'accueil après votre retour? Oui/Non sinon pourquoi ?
 39) Avez-vous toujours des liens avec vos anciens camarades du mouvement ? oui/Non
 40) Combien de désengagés ayant pris la route de l'immigration/de l'émigration ? quelle destination ? Europe ? Asie ? Amérique ? Afrique ? Si quel pays ?
 Etes-vous en contact ? *Non*

Observations / Informations complémentaires sur l'enquête ? si oui dites nous

Emprunte de l'enquêté¹

Signature de l'enquêteur et serment de confidentialité

[Signature]

¹ Moi **Adam Dibakila**..... j'atteste avoir répondu honnêtement à ce questionnaire dont le but est de servir le projet de « l'ISPDBH ». Je reconnaît s'être désengagé définitivement de BH, de son idéologie et de tout type d'activité criminelle. J'adhère volontairement au futur programme de réinsertion socioprofessionnelle.
 يعترف الناشر بأنه أجاب بصدق على هذا الاستبيان الذي يهدف إلى خدمة مشروع إعادة الإدماج، وهو يعترف بأنه أنه صل دهابياً عن بو寇و جرام وأبدى ولوجهها وأي نوع من النشاط الإجرامي، وهو يشتم طوحاً إلى برنامج إعادة الإدماج الاجتماعي - المهني في المستقبل.

Conclusion

Autant les multitudes de conférences, ateliers, colloques, séminaires, réunions, études, paperasse... sur la thématique relative à l'extrémisme violent sont nécessaires pour dégager une stratégie commune axée sur la phénoménologie et la typologie, autant il est temps voire urgent de revoir nos stratégies pour les orienter vers des actions pratiques et concrètes sur le terrain. Ces actions doivent directement concerner la stabilisation et le développement en impliquant tous ceux qui ont la volonté d'apporter leur contribution. Parmi les pays qui ont réussi dans le combat contre le terrorisme, on cite: l'Egypte, le Maroc et l'Algérie.

Recommandations

Processus de DDRR

Désengagement,
Désassociation,
Réintégration
et Réconciliation

فك الارتباط،
الانفصال،
إعادة الاندماج
والمصالحة

Outils pédagogiques d'insertion et de communication sociale

- **Le théâtre participatif - Le cinéma mobile**
- **Renforcer le programme des enseignements dans les écoles coraniques sous la supervision du CSAI**
- **La prise en charge psychosociale et juridique**
- **Renforcer l'alphabétisation fonctionnelle**
- **la menuiserie, la mécanique, l'électricité, la restauration**
- **Organiser des échanges interculturels entre les jeunes du Lac Tchad et ceux des autres Régions**
- **Renforcer les capacités théologiques des religieux et en particulier des imams et prédicateurs**
- **encourager la création des comités des sages**

« projet de stabilisation et de renforcement de la résilience des populations de la Province du Lac »

Forts ce constat, et sachant qu'il n'y a pas de sécurité pérenne sans développement économique, social et institutionnel, il a été créé un projet de réinsertion afin de combattre l'extrémisme par une approche basée sur l'encadrement et le développement.

Triple objectifs : 1/ Former et autonomiser un nombre important de personnes tout en prenant en compte leurs besoins; 2/ leur apprendre la vertu de la paix à travers la cohabitation pacifique, le vivre ensemble et la prévention de l'extrémisme ; 3/ la formation, la création des activités génératrice des revenus et le relogement.

- **coût global : 59 millions €uro – Durée: trois (03) ans -(5) localités –bénéficiaires: 12000 pers.**

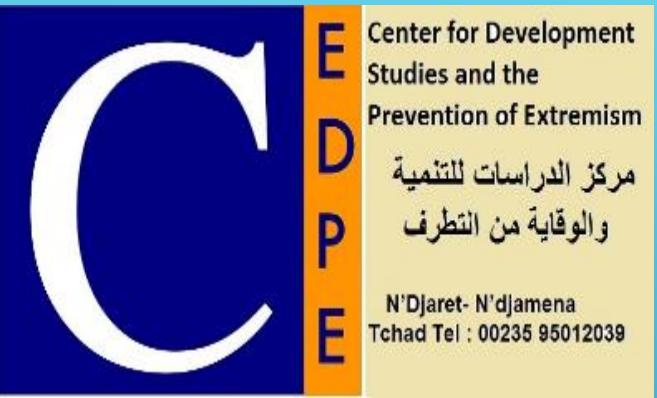
Soit les dépenses de deux mois de l'opération Barkane dans l'ex G5 Sahel qui donnera une nouvelle image de stabilité et de développement de la province du Lac.

Echec des partenaires du Tchad dans le processus DDRR

- Il y a la mauvaise coordination entre les différentes parties prenantes, y compris les pouvoirs publics, les ONG, les Agences internationales qui a contribué à l'échec du processus ;
- Les partenaires internationaux n'ont pas fourni l'appui financier nécessaire pour mener à bien le processus DDRR, ce qui est un facteur entravant son efficacité.
- Les stratégies mises en place n'étaient pas adaptées aux réalités socio-économiques et politiques du Tchad, rendant le processus moins pertinent ;
- Un engagement insuffisant de la part des autorités tchadiennes a pu limiter les progrès dans le processus DDRR, notamment en ce qui concerne à la prise en charge des anciens combattants;
- L'absence d'un statut juridique des désengagés de Boko Haram;
- La loi américaine qui interdit d'injecter de l'argent pour insérer les désengagés.

Quel avenir?





Je vous remercie

Dr. Ahmat Yacoub
yacoubahmat@aol.com
Tel: 0033772438986

www.centrecherche.com